RF

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 42.014/4
DU 15 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 22 décembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

Formalité préalable

L'article 67 du projet vise à modifier l'article 74 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, afin d'ajouter à la liste des données enregistrées dans le fichier central géré au sein du Service public fédéral (S.P.F.) Mobilité et Transports, "les données relatives à la preuve de l'aptitude professionnelle visées dans l'arrêté royal du [...] relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle, et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E". L'article 21, § 2, du projet impose, quant à lui, aux centres et institutions d'examen de transmettre ces données au S.P.F.

À l'instar des dispositions de l'arrêté royal du 23 mars 1998 ayant créé ce fichier central et ayant organisé son fonctionnement, le projet examiné doit être soumis à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, en vertu de l'article 9, § 2, alinéa 2, b), et 3, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Délégations de pouvoirs réglementaires

Le projet examiné comporte un grand nombre de délégations de pouvoirs réglementaires au Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions.

Si la Constitution, notamment par ses articles 37, 105 et 108, ne reconnaît expressément un pouvoir réglementaire qu'au Roi, une délégation de ce pouvoir à un ministre est admissible, en raison notamment de la responsabilité politique assumée par celui-ci devant la Chambre des représentants, si elle ne porte pas sur l'essence même du pouvoir attribué ou reconnu au Roi et qu'elle concerne des aspects accessoires ou secondaires ou encore des mesures d'exécution de principes fixés par le Roi [(1)].

Ne répondent pas à ces conditions les délégations de pouvoirs réglementaires prévues aux articles 21, § 3, alinéa 2, 23, § 4 [(2)], 44, 47, § 5, 50, § 5, et 55, alinéa 2.

Observations particulières

Préambule

À l'alinéa 1er, il y a lieu de viser plus précisément l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable.

Dispositif

Article 2

À l'article 2, 22°, du projet, il convient de vérifier si la référence à l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, est encore pertinente.

---

(1) Voir notamment l'avis 32.461/4, donné le 21 octobre 2002 sur un projet d'arrêté royal fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra-légers motorisés.

(2) Voir aussi l'article 24, § 1er, 3°, qui doit se lire comme y faisant référence.

Cet arrêté royal a, en effet, été abrogé par l'article 363, alinéa 2, de la loi-programme du 22 décembre 2003.

Article 4

1. L'article 4, § 1er, 6°, du projet, prévoit que l'exigence d'aptitude professionnelle n'est pas d'application aux conducteurs :

> "6° des véhicules ou combinaison de véhicules d'une masse maximale autorisée n'excédant pas 7,5 tonnes utilisés pour le transport de matériel, d'équipement ou de machines destinés au conducteur dans l'exercice de son métier et à condition que la conduite du véhicule ne constitue pas l'activité principale du conducteur."

La limitation de la portée de cette dérogation aux seuls véhicules d'une masse maximale autorisée n'excédant pas 7,5 tonnes ne figure pas à l'article 2, g), de la directive 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs, que l'article 4 du projet vise à transposer.

Il convient par conséquent de l'omettre.

2. À l'article 4, § 2, alinéa 1er et alinéa 2, il semble que les mots "permis d'aptitude professionnelle provisoire" (C ou D) doivent être remplacés, conformément à l'article 2, 24°, du projet, par les mots "permis de conduire provisoire professionnel" (C ou D) dans la version française du texte [(3)].

La même observation vaut pour l'article 7, § 4, du projet.

---

(3) Le texte néerlandais fait usage des termes "voorlopig rijbewijs vakbekwaamheid". Ce nouveau type de permis provisoire est créé par le chapitre III du titre II du projet.

Article 23

Parmi les conditions auxquelles doivent satisfaire les instituts d'examen pour prétendre à l'agrément, figure, à l'article 23, § 1er, 2°, du projet, l'exigence suivante :

"2° chaque institut d'examen candidat, à l'exception des établissements d'enseignement, s'engage à être certifié d'après ISO 9000 dans les trois ans suivant l'agrément."

L'obtention de cette certification conditionne ensuite le renouvellement de l'agrément (article 23, § 2, 2°, du projet).

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier la différence de traitement ainsi opérée au bénéfice des seuls établissements d'enseignement.

Il doit également être en mesure de justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, les différences faites, en matière de certification exigée pour l'agrément, entre les instituts d'examen et les centres de formation continue (cf. article 47, § 1er, 2°, du projet) (4).

Article 37

À l'article 37, § 3, du projet, le mot "théorique" doit être ajouté entre les mots "examen" et "de qualification", dans la version française du texte.

Article 40

1. À l'article 40, 2°, a), du projet, la section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas la raison d'être de la mention de la production du permis de conduire européen ou du permis de conduire étranger, visé à l'article 23, § 2, 1° de la loi. Le

(4) L'article 47, § 1er, 2°, du projet dispose :
"Chaque centre de formation candidat, à l'exception des établissements d'enseignement, s'engage à obtenir, dans un délai de trois ans à partir de l'agrément, un certificat Q*for, ISO ou CEDEO, un agrément EFQM ou d'autres certificats ou agréments admis par le Ministre."

titulaire d'un tel permis est, en effet, dispensé de présenter les examens théorique et pratique prévus à l'article 23, § 1er, de la loi relative à la police de la circulation routière.

Il n'a, dès lors, pas à présenter l'examen pratique combiné organisé par les articles 38 à 42, du projet, mais uniquement, le cas échéant, l'examen pratique de qualification initiale organisé par les articles 31 à 35 du projet.

2. De même, il semble qu'à l'article 40, 2°, c), du projet, la référence à l'article 4, 9°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité, doive être omise.

L'article 27, 4°, de l'arrêté du 23 mars 1998 précité prévoit en effet que le candidat au permis de conduire ayant effectué la formation visée à l'article 4, 9°, est dispensé des examens théorique et pratique. Il n'a dès lors pas besoin de présenter l'examen pratique combiné, mais uniquement, le cas échéant, l'examen pratique de qualification initiale (5).

Article 42

1. À l'article 42, § 1er, du projet, la description de l'épreuve pratique de l'examen pratique combiné ne permet pas de déterminer s'il est satisfait à l'exigence de durée prévue à l'annexe 1, section 2, point 2.2, b), de la directive 2003/59/CE précitée.

2. À l'article 42, § 1er, 1°, il convient en outre de viser l'article 39, § 1er, alinéa 1er, 3°, de l'arrêté royal relatif au permis de conduire, l'épreuve visée à l'article 39, § 1er, (alinéa 1er), 1°, concernant le permis A3.

(5) Contrairement à d'autres dispenses d'examens, l'article 27, 4°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 n'est pas abrogé par l'article 63 du projet.

3. À l'article 42, § 5, il n'y a pas lieu de se référer au "cas visé à l'article 48, § 2, de l'arrêté royal relatif au permis de conduire". Cette disposition fait en effet partie de la section 7 du chapitre IV du titre III de l'arrêté précité, section rendue inapplicable par l'article 28 du projet [(6)].

Article 43

À l'article 43 du projet, la référence à la section 1 de l'annexe doit être modifiée. L'annexe du projet n'est, en effet, pas divisée en sections.

Article 73

À l'article 73, alinéa 3, du projet, il convient d'écrire "par dérogation à l'alinéa 2" au lieu de "par dérogation à l'alinéa 1er".

---

(6) Il est, à cet égard, permis de se demander si la suppression du bénéfice de l'intervention de la commission de recours organisée par l'article 47 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 ne constitue pas une différence de traitement devant être justifiée au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

RF

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 42.014/4
VAN 15 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 22 december 2006 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de catégorieën C, C+E, D, D+E en de subcategorieën C1, C1+E, D1, D1+E", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Voorafgaand vormvereiste

Artikel 67 van het ontwerp strekt ertoe artikel 74 te wijzigen van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, om aan de lijst met de gegevens die zijn opgenomen in het centraal bestand dat wordt beheerd bij de Federale Overheidsdienst (FOD) Mobiliteit en Vervoer "de gegevens" toe te voegen "betreffende het bewijs van vakbekwaamheid bedoeld in het koninklijk besluit van [...] betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C+E, D, D+E en de subcategorieën C1, C1+E, D1, D1+E". Artikel 21, § 2, van het ontwerp verplicht zijnerzijds de examencentra en- instellingen deze gegevens toe te zenden aan de FOD.

Naar het voorbeeld van de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 waarbij dit centraal bestand is opgericht en de werkwijze ervan is georganiseerd, moet het voorliggende ontwerp ter fine van advies worden voorgelegd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, krachtens artikel 9, § 2, tweede lid, b), en 3 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Delegaties van regelgevende bevoegdheden

Het voorliggende ontwerp bevat een groot aantal delegaties van regelgevende bevoegdheden aan de Minister bevoegd voor de verkeersveiligheid.

De Grondwet draagt weliswaar, inzonderheid bij de artikelen 37, 105 en 108 ervan, alleen aan de Koning uitdrukkelijk regelgevende bevoegdheid op, maar overdracht van die bevoegdheid aan een minister is aanvaardbaar, onder meer wegens de politieke verantwoording die deze verschuldigd is aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, voorzover ze niet slaat op het wezen zelf van de bevoegdheid verleend of opgedragen aan de Koning en ze betrekking heeft op bijkomstige of detailkwesties of nog op maatregelen tot uitvoering van beginselen die door de Koning zijn vastgelegd [(1)].

De overdrachten van regelgevende bevoegdheden voorgeschreven in de artikelen 21, § 3, tweede lid, 23, § 4 [(2)], 44, 47, § 5, 50, § 5, en 55, tweede lid, voldoen niet aan deze voorwaarden.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het eerste lid dient meer bepaald te worden verwezen naar artikel 1, eerste lid, van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg.

---

(1) Zie onder meer advies 32.461/4, gegeven op 21 oktober 2002 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden voor de toelating tot het luchtverkeer van ultralichte motorluchtvaartuigen".

(2) Zie ook artikel 24, § 1, 3°, dat moet worden gelezen als ernaar verwijzende.

Dispositief

Artikel 2

In artikel 2, 22°, van het ontwerp, dient te worden nagegaan of de verwijzing naar het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren, nog relevant is.

Dit koninklijk besluit is immers opgeheven bij artikel 363, tweede lid, van de programmawet van 22 december 2003.

Artikel 4

1. Artikel 4, § 1, 6°, van het ontwerp bepaalt : "de vereiste van vakbekwaamheid is niet van toepassing op de bestuurders :

6° van voertuigen of combinaties van voertuigen met een maximale toegelaten massa van ten hoogste 7,5 ton die worden gebruikt voor het vervoer van materieel, apparatuur of machines die de bestuurder voor zijn werk nodig heeft en op voorwaarde dat dit vervoer niet de voornaamste activiteit van de bestuurder is."

De beperking dat deze afwijking alleen geldt voor voertuigen met een maximale toegelaten massa van ten hoogste 7,5 ton komt niet voor in artikel 2, g), van richtlijn 2003/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 juli 2003 betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen, dat men van zins is met artikel 4 van het ontwerp om te zetten.

Het dient bijgevolg te vervallen.

2. In artikel 4, § 2, eerste en tweede lid, laat het zich aanzien dat in de Franse versie van de tekst de woorden "permis d'aptitude professionnelle provisoire" (C of D), overeenkomstig artikel 2, 24°, van het ontwerp, vervangen moeten worden door de woorden "permis de conduire provisoire professionnel" (C of D) [3];

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, § 4, van het ontwerp.

Artikel 23

Onder de voorwaarden waaraan exameninstellingen moeten voldoen om aanspraak te kunnen maken op erkenning, komt in artikel 23, § 1, 2°, van het ontwerp de volgende vereiste voor :

"2° Elke kandidaat-exameninstelling, uitgezonderd de onderwijsinstellingen, verbindt zich ertoe om binnen de drie jaar na de erkenning ISO 9000 gecertificeerd te zijn."

Het verkrijgen van deze certificering is vervolgens bepalend voor het vernieuwen van de erkenning (artikel 23, § 2, 2°, van het ontwerp).

De steller van het ontwerp moet bij machte zijn het onderscheid in behandeling te rechtvaardigen dat aldus alleen ten gunste van onderwijsinstellingen gemaakt wordt.

Uit het oogpunt van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet moet hij ook in staat zijn om het onderscheid te rechtvaardigen dat inzake voor erkenning vereiste certificering gemaakt wordt tussen exameninstellingen en centra voor nascholing (cf. artikel 47, § 1, 2°, van het ontwerp) [4].

---

(3) In de Nederlandse tekst worden de woorden "voorlopig rijbewijs vakbekwaamheid" gebezigd. Dit nieuwe type van voorlopig rijbewijs wordt ingevoerd bij hoofdstuk III van titel II van het ontwerp.

(4) Artikel 47, § 1, 2°, van het ontwerp bepaalt :
"Elk kandidaat-opleidingscentrum, uitgezonderd de onderwijsinstellingen, verbindt zich er toe om binnen een termijn van drie jaar na de erkenning een Q*for-, ISO- of CEDEO-certificaat, een EFQM-erkenning of andere certificaten of erkenningen die door de Minister aanvaard worden te bekomen."

.../...

Artikel 37

In de Franse versie van artikel 37, § 3, van het ontwerp moet tussen de woorden "examen" en "de qualification" het woord "théorique" worden toegevoegd.

Artikel 40

1. Het is de afdeling wetgeving van de Raad van State niet duidelijk waarom in artikel 40, 2°, a), van het ontwerp melding wordt gemaakt van het overleggen van het Europese rijbewijs of het buitenlandse rijbewijs, bedoeld in artikel 23, § 2, 1° van de wet. De houder van een zodanig rijbewijs wordt immers vrijgesteld van het afleggen van het theoretische en het praktische examen waarvan sprake is in artikel 23, § 1, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer.

Bijgevolg hoeft hij het gecombineerd praktisch examen, georganiseerd bij de artikelen 38 tot 42 van het ontwerp, niet af te leggen, maar alleen, in voorkomend geval, het praktisch examen basiskwalificatie, dat de artikelen 31 tot 35 van het ontwerp organiseren.

2. Evenzo laat het zich aanzien dat in artikel 40, 2°, c), van het ontwerp, de verwijzing naar artikel 4, 9°, van het voormelde koninklijk besluit van 23 maart 1998 moet vervallen.

Artikel 27, 4°, van het voormelde besluit van 23 maart 1998 bepaalt immers dat de kandidaat voor het rijbewijs is vrijgesteld van het theoretische en het praktische examen als hij de opleiding bedoeld in artikel 4, 9° heeft gevolgd. Hij hoeft bijgevolg het gecombineerd praktisch examen niet af te leggen, maar alleen, in voorkomend geval, het praktisch examen basiskwalificatie [(5)].

---

(5) In tegenstelling tot andere examenvrijstellingen, wordt artikel 27, 4°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 niet opgeheven bij artikel 63 van het ontwerp.

Artikel 42

1. In artikel 42, § 1, van het ontwerp is het op grond van de beschrijving van de praktische test van het gecombineerd praktisch examen niet mogelijk uit te maken of voldaan wordt aan het vereiste inzake duur gesteld in bijlage I, deel 2, punt 2.2., b), van de voormelde richtlijn 2003/59/EG.

2. In artikel 42, § 1, 1°, dient bovendien te worden verwezen naar artikel 39, § 1, eerste lid, 3°, van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, aangezien de test waarvan sprake is in artikel 39, § 1, (eerste lid), 1°, betrekking heeft op het rijbewijs A3.

3. In artikel 42, § 5, dient niet te worden verwezen naar "het geval bedoeld in artikel 48, § 2, van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs". Deze bepaling maakt immers deel uit van afdeling 7 van hoofdstuk IV van titel III van het voormelde besluit, welke afdeling bij artikel 28 van het ontwerp niet toepasselijk is verklaard [(6)].

Artikel 43

In artikel 43 van het ontwerp moet de verwijzing naar deel 1 van de bijlage worden gewijzigd. De bijlage bij het ontwerp is immers niet onderverdeeld in delen.

---

(6) In dat verband rijst de vraag of de omstandigheid zich niet meer te kunnen wenden tot de beroepscommissie, opgericht bij artikel 47 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998, geen verschil in behandeling is dat moet worden gerechtvaardigd uit het oogpunt van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Artikel 73

In artikel 73, derde lid, van het ontwerp schrijve men "in afwijking van het tweede lid" in plaats van "in afwijking van het voorgaande lid".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE